16 Avril 2020

Déclaration conjointe:
Implications Humanitaires et Sécuritaires de la Pandémie de COVID-19 dans le Nord de l'Irak

Un désastre humanitaire et sécuritaire imminent menace l'Irak. La pandémie de COVID-19 exacerbe une crise déjà existante affectant les communautés déplacées à travers le pays, parmi lesquels les survivants des atrocités commises par l'organisation état islamique. Ces communautés déjà traumatisées sont aujourd'hui confrontées à des restrictions de mouvements qui vont aggraver leur détresse psychologique, pouvant mener à une **augmentation du taux de suicide**. De plus, l'effondrement économique du pays ne fait qu'accroître l'instabilité sociale et peut causer un vide sécuritaire, **augmentant les risques d'attaques par l'organisation état islamique et semer les graines de futures atrocités**.
Le gouvernement Irakien et les Nations Unies, incluant l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) peuvent prendre des actions simples et efficaces dès aujourd'hui en suivant les étapes exposées ci-dessous:

Le système de santé publique du Sinjar, et plus largement du Gouvernorat de Nineveh, fut réduit en cendres par l'organisation état islamique lors de l'occupation et de la campagne génocidaire en Irak, commencé en 2014. D'après les Nations Unies, 1.8 million de personnes sont toujours déplacées, vivant dans des camps de déplacés internes à travers l'Irak dû à l'insécurité ambiante et l'absence de travaux de reconstruction. La pratique mondialement promu de lavage de main est simplement insuffisante pour arrêter la transmission d'une maladie respiratoire comme le COVID-19 dans ces conditions, alors que les mesures de distanciation sociale sont impossibles dans des camps avec une forte densité de population où des familles vivent à proximité directe des autres. Aujourd'hui, il est impossible de connaître l'étendue de la pandémie parce qu'aucune forme de tests n'est pratiqué dans les camps, alors que les restrictions de mouvement limite le travail des acteurs humanitaires sur le terrain qui assure normalement la satisfaction des besoins basiques des résidents des camps en terme de nourriture, eau et médicaments. Beaucoup de Ezidis veulent retourner au Sinjar, mais la sécurité, les infrastructures et les services basiques n'y sont pas assurés. Il n'y a que deux hôpitaux et un ventilateur pour répondre aux besoins des quelques 160.000 habitants de la région. **L'OMS devrait entreprendre une mission d'évaluation urgente au Sinjar, à Tel Afar et dans la plaine de Nineveh, et fournir des tests pour les camps.**

Un autre aspect majeur de la pandémie de COVID-19 en Irak est l'impact psychologique sur les communautés à risques, comme les Ezidis, Turkmens et Chrétiens. Avant le début de la crise, Médecins Sans Frontières sonnait l'alarme sur la situation dramatique de la santé mentale des Ezidis dans le pays, notamment avec un nombre grandissant de suicide. La totalité de la population Ezidie étant confronté au traumatisme laissé par la génocide, et certains ont montré des signes de difficultés psychologiques sévères. Parmi les cas à haut risque se trouvent les femmes et jeunes filles qui ont subi des violences sexuelles, et les garçons recrutés de force par l'organisation état islamique. Aucun traitement psychologique n'est offert aux enfants qui ont connu la captivité ou aux enfants de guerre. Le COVID-19 a aussi entraîné la suspension du peu d'aide psychologique disponible aux adultes. Les professionnels du secteur ont identifié des centaines de personnes à haut risque de suicides, et deux personnes se sont immolés récemment. De nombreux autres ont fait des tentatives de suicides ne sont pas rapportés à cause du tabou autour de ce sujet. **L'OMS doit immédiatement adresser la crise psychologiques et instaurer des campagnes de sensibilisation pour la prévention du suicide.**

Le COVID-19 et la chute précipitée des prix du pétrole ont provoqué l'effondrement de l'économie Irakienne, laissant un dangereux vide sécuritaire que l'organisation état islamique pourrait exploiter. En effet, la tourmente

politique et les conflits sociaux d'aujourd'hui rappellent les conditions des lesquels l'organisation terroriste a profiter lors de leur première montée en puissance. D'après l'International Crisis Group, l'organisation état islamique dans son hebdomadaire Al-Naba a appelé ses combattants à attaquer et affaiblir leurs ennemies pendant qu'ils sont distraient par la pandémie. Le COVID-19 a également accélérer le départ des troupes de la coalition internationale, affaiblissement les opérations de contre-terrorisme, et des combattants de l'organisation détenus en Irak sont parvenus à s'enfuir de leur prison en Syrie. Il y a un besoin urgent de réformer le secteur de la Sécurité Civile, pour intégrer des milices régionales dans une Police Fédérale qui maintient l'État de droit et protège tous les citoyens, quelle que soit leur religion ou leur affiliation. **Pour contrer la menace continuelle que représente l'organisation état islamique, le gouvernement Irakien doit travailler avec les Nations Unies et accélérer les efforts pour traduire les combattants en justice pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, et incorporer ces crimes internationaux mentionnés dans son propre code pénal.**

La pandémie de COVID-19 est inédite. Les survivants du génocide et des autres atrocités n'ont d'autres choix que d'attendre que ce fléau atteigne les camps et leurs maisons, n'ayant pas d'options de se battre. Il y a aussi une menace associée à la pandémie qui menace la sécurité mondiale si l'organisation état islamique utilise cette opportunité pour se réunir et revenir au front. Mais cela peut être évité. Les autorités Irakiennes et les Nations Unies doivent agir maintenant en:

- **Entreprenant une mission d'évaluation de toute urgence au Sinjar, à Tel Afar et dans la plaine de Nineveh en fournissant des tests pour le COVID-19 à tous les camps de personnes déplacées internes en Irak.**
- **Lançant un plan de crise psychologique de l'OMS, incluant un volet de prévention du suicide**
- **Accélérant les efforts pour traduire les combattants de l'organisation état islamique en justice pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, et incorporer ces crimes internationaux dans son code pénale.**
- **Coordonnant avec la Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Irak (UNAMI) et le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme pour surveiller et signaler l'impact des mesures prises par les autorités pour endiguer la pandémie sur les Droits de l'Homme.**

Signatories:

1. Aegis Trust (Rwanda/Royaume-Uni)
2. Air Bridge Iraq - Luftbrücke Irak (Allemagne)
3. Asia-Pacific Centre for the Responsibility to Protect (Australie)
4. Assyrian Policy Institute (Etats-Unis)
5. Center for Justice and Accountability (Etats-Unis)
6. Central Council of Yazidi in Germany - Zentralrats der Êzîden in Deutschland (Allemagne)
7. Free Yezidi Foundation (Pays-Bas)
8. Genocide Alert (Allemagne)
9. International Coalition for the Responsibility to Protect (Etats-Unis)
10. International Council for Diplomacy and Dialogue (France)
11. Iraqi Christian Relief Council (Etats-Unis)
12. Jiyan Foundation for Human Rights (Irak)
13. Minority Rights Group International (Royaume-Uni)
14. Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (Canada)
15. Nadia's Initiative (Etats-Unis)
16. Nobody's Listening (Royaume-Uni)
17. Religious Freedom Institute (Etats-Unis)
18. Sanabel Al-Mostaqbal Organization for Civil Society Development (Irak)
19. Society for Threatened Peoples - Gesellschaft für bedrohte Völker-International (Allemagne)
20. Trauma Treatment International (Royaume-Uni)
21. Turkmen Rescue Foundation (Irak)
22. Voice of Ezidis (France)
23. Women's Refugee Commission (Etats-Unis)
24. World Federalist Movement - Institute for Global Policy (Etats-Unis)
25. Yazda (Etats-Unis)

Demandes complémentaires:
Robin Richter: office@voiceofezidis.com / +33 6 46 33 49 65